

Le respect des droits de la personne

Le respect des droits de la personne est inextricablement lié à la démocratisation; et encore une fois, nous avons franchi des pas de géant dans l'hémisphère au cours des dernières années. Les gouvernements démocratiques nouvellement élus ont eu tôt fait de se rendre compte que le respect des droits de la personne est non seulement une obligation morale envers leur population, mais qu'il constitue également l'un des meilleurs remparts contre la violence, la misère et l'instabilité politique.

L'OEA possède un système unique pour la protection et la promotion des droits de la personne. Nous croyons que les pays de l'hémisphère devraient s'enorgueillir au plus haut point de ce système et redoubler d'efforts pour qu'il permette de mener à bonne fin ses activités de la manière la plus complète, la plus efficace et la plus objective possible. D'où la nécessité d'un appui moral et financier.

Le Canada s'est fait, sur de nombreuses tribunes, le fervent défenseur de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et nous avons été chaleureusement encouragés par certains des alliés que nous avons rencontrés en cours de route. Nous espérons qu'à mesure que tous les pays de l'hémisphère deviendront plus confiants et plus sûrs dans leur défense des droits de la personne, tous appuieront plus ouvertement et sans réserve la Commission et son travail.

Le développement économique

Pour le Canada, le progrès économique a été un deuxième signe positif de renouveau de l'hémisphère. En 1989, plusieurs pays ont commencé à sortir de la «décennie perdue» précédente. Les pays accablés par les énormes dettes résultant de dépenses excessives, une inflation galopante et de graves problèmes structurels ont commencé à se rendre compte qu'ils ne pouvaient continuer sur la même voie.

Les uns après les autres, ils ont commencé, et ont continué, à entreprendre des réformes fiscales et monétaires en profondeur, à ouvrir leurs économies, à se défaire de leurs politiques protectionnistes et à privatiser leurs entreprises d'État inefficaces. En outre, ils ont constaté qu'il valait la peine de s'imposer des sacrifices, des souffrances à court terme, pour obtenir des gains à long terme : accroissement de la confiance des investisseurs, augmentation de la productivité, intensification des courants d'échanges commerciaux et possibilités de former des coentreprises et de procéder à des transferts de technologie; tous ces facteurs favorisent la croissance économique et la prospérité.